

Economie & Finance

+20%

ORANGE CYBERDEFENSE SUISSE, FILIALE ISSUE DU RACHAT DES SOCIÉTÉS VAUDOISES SCRT ET TELSYS PAR LE GÉANT FRANÇAIS DES TÉLÉCOMS, a enregistré une hausse de 20% de ses recettes en Suisse. La nouvelle entité entend prendre la tête des services de cybersécurité en Europe d'ici 2027.

BENJAMIN NIEDERHAUSER
Responsable de la division Composants chez Stadler

Le trentenaire intégrera également la direction générale du groupe thurgovien. Il était jusqu'à présent directeur adjoint de la division Service.



+4%

CARPOSTAL SE REMET PLUS RAPIDEMENT QUE PRÉVU DES ANNÉES DE PANDMÉIE DE COVID-19. De janvier à juillet, le nombre de passagers a augmenté de 4% par rapport à la même période de 2019, a indiqué hier son directeur Christian Plüss.

SMI 11 098,32 +1,11%	↑	Dollar/franc	0,8947	↑
Euro Stoxx 50 4279,75 +1,33%	↑	Euro/franc	0,9538	↓
FTSE 100 7673,08 +1,95%	↑	Euro/dollar	1,0662	↓
		Livre st./franc	1,1105	↓
		Baril Brent/dollar	93,44	↑
		Once d'or/dollar	1909	↑

Quinze ans après Lehman Brothers, la faillite impossible des banques

CRISES Après les conséquences de 2008, laisser sombrer un établissement fait toujours trembler les régulateurs, malgré les progrès de la réglementation

MATHILDE FARINE, ZÜRICH
@mathildefarine

S'il fallait tirer une leçon de la débâcle qui servirait à toutes les entreprises? L'importance de la culture d'entreprise et de la gestion des risques, répond immédiatement Vicky Ward. Cela vous fait penser à Credit Suisse? Pourtant, c'est de Lehman Brothers que parle l'autrice et journaliste anglo-saxonne, qui a exploré les tréfonds de cette banque d'investissement américaine prise dans la tourmente des subprimes*. Elle y avait investi massivement au point de se retrouver près du gouffre. Mais contrairement à d'autres, les autorités l'ont laissée y plonger et il y a exactement quinze ans, provoquant une onde de choc financière, puis économique, dans le monde entier.

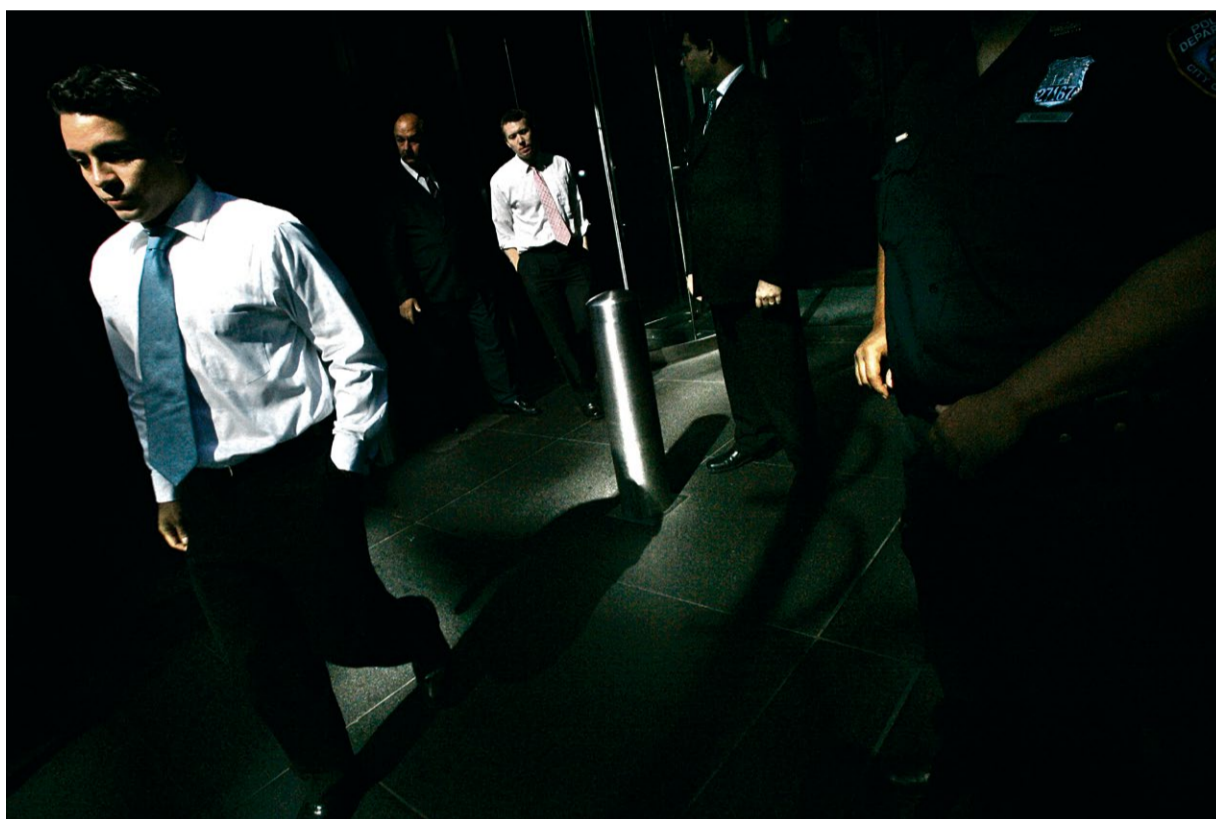
Ce lundi 15 septembre 2008, l'impossible était donc survenu: longtemps considéré comme l'un des plus prestigieux de Wall Street, vieux de 157 ans, fondé six ans avant Credit Suisse dans l'Alabama, Lehman Brothers coulait, laissant quelque 25 000 employés sur le carreau. Ce n'est pas faute d'avoir cherché une solution. Pendant un week-end au moins aussi frénétique que celui du sauvetage de Credit Suisse en mars dernier, les responsables des autorités ont multiplié les tentatives pour éviter le cataclysme.

Lehman Brothers n'avait pas les garanties nécessaires pour accéder au financement d'urgence de la Réserve fédérale pour faire face à son manque de liquidité. Il fallait donc organiser un rachat, mais il a échoué. Et puis, l'un des protagonistes était moins motivé que les autres. Craignant de passer pour le sauveur en série, Henry Paulson, secrétaire au Trésor et ancien directeur de Goldman Sachs, était plus hésitant, ayant déjà orchestré le rachat en extremis de Bear Stearns par JP Morgan quelques mois plus tôt.

Fin du rêve

De la tour qui surplombe Madison Square à Manhattan, des milliers d'employés désormais désœuvrés défilent et deviennent un symbole de cette crise financière qui a commencé quelques mois plus tôt et qui fera de vastes dégâts économiques et financiers bien au-delà de New York. C'est la fin des années glorieuses de la banque d'investissement. Alors que nombre d'établissements internationaux vont commencer à réduire la voilure dans ce domaine (Credit Suisse, mis à part), la profession, longtemps entourée de l'aura de celles qui signifient richesse et succès fait de moins en moins rêver.

Après le cataclysme, les enseignements. «Nous avons appris deux choses de la faillite de Lehman Brothers, explique Cédric Tille, professeur à l'Institut de hautes études internationales et du développement à Genève. D'abord, que les paniques bancaires peuvent se produire ailleurs que dans les banques traditionnelles commerciales et qu'il faut donc s'intéresser à tous les établissements qui font de l'intermédiation financière, même s'ils sont non bancaires. Ensuite, on a découvert que les liquidations bancaires font le bonheur des juristes tant c'est compliqué et long. D'où l'intérêt des plans de résolu-



Désormais désœuvrés, ces employés quittent le siège de Lehman Brothers le jour de sa faillite. (NEW YORK, 15 SEPTEMBRE 2008/MARY ALTAFFER/AP/KEYSTONE)

tion qui ont été préparés ensuite.» De fait, celle de Lehman Brothers n'est pas encore achevée, quinze ans après l'écroulement.

C'est indéniable, depuis la crise de 2008, des efforts immenses ont été faits pour renforcer les banques. Dans le sillage de la catastrophe, les autorités ont les coudées franches pour corser un secteur qui a perdu les pédales. Cette liberté d'action des régulateurs ne durera pas. Mais elle débouche sur une meilleure compréhension des activités des banques, dont certaines sont séparées, sur une assise financière plus solide, des régulateurs mieux formés, des tests de résistance: le secteur bancaire et son encadrement ne sont plus celui qu'il était il y a 15 ans. En chiffre, la transformation la plus visible est celle des ratios de fonds propres et de liquidité dont les valeurs atteignent le plus souvent deux chiffres, bien plus qu'en 2008.

Rebecca Stuart considère que l'on a fait des progrès dans la régulation, notamment dans la façon plus intrusive qu'ont les régulateurs d'envisager leur travail, ou dans les exigences de capital. «Les banques sont devenues plus sûres, en particulier en Europe, mais il est clair dans le cas de Credit Suisse, les nouvelles règles n'ont pas été utilisées comme on aurait pu l'espérer et c'est décevant», ajoute cette chercheuse, spécialiste de l'histoire financière, de l'Université de Neuchâtel. Elle fait référence aux «testaments», ces plans de liquidation des établissements lorsque la crise est trop aiguë et que leur survie n'est plus envisageable. Fabriqués après 2008, ils devaient permettre d'éviter aux autorités de devoir intervenir pour sauver les banques.

Des testaments inutiles?

Pour autant, Rebecca Stuart estime qu'il ne faut pas abandonner cette quête d'une résolution même si c'est difficile. En outre, elle assure que les testaments ont amené une autre avancée, celle de pouvoir mieux savoir ce qui se cache à l'intérieur des banques. Contrairement à Lehman Brothers dont on a découvert l'inextricable complication après son naufrage.

Difficile, peut-être même illusoire, voire inutile, pour d'autres. «D'après le groupe d'experts, le plan de résolution aurait pu être mis en œuvre. Mais s'il n'a pas été actionné, c'est qu'il semblait trop risqué», estime Cédric Tille. «La leçon est peut-être que ces plans sont en fait inutiles, car ils ont vocation à être utilisés en cas de crise, période par essence incertaine. Peut-on les améliorer? Sûrement. Mais on ne sera jamais sûr que cela fonctionnera car on ne pourra jamais les tester autrement qu'en temps réel. Or même si la probabilité d'un échec est faible, le risque est immense.» L'asymétrie est trop grande. Un peu comme tester un parachute qui semble sûr seulement lorsqu'on se retrouve au-dessus du vide, illustre-t-il

«Ces institutions sont remplies de personnes qui ne se souviennent pas de 2008 et qui sont donc enclines à prendre trop de risques»

VICKY WARD, JOURNALISTE ANGLLO-SAXONNE

encore. «On peut comprendre l'hésitation avant de sauter», ajoute-t-il. On peut donc se demander si on aura un jour le courage d'aller jusqu'au bout, de déclencher cette résolution qui a tant fait trembler les autorités, probablement bien au-delà de Berne et de Zurich, car les répercussions sont mondiales.

Et cette volonté, l'aura-t-on vraiment un jour? Dans le cas de la Silicon Valley Bank, dont le naufrage a précédé de quelques jours celui de Credit Suisse, les autorités ne sont pas intervenues pour la sauver. Mais ils ont promis ensuite de garantir tous les dépôts, au-delà de la limite de 250 000 dollars. Pourquoi ce sauvetage? Pour éviter qu'une panique bancaire ne se propage. Conséquence, cette idée que l'Etat sera

toujours là est bien imprégnée dans le secteur bancaire. En Suisse, il risque de l'être d'autant plus que la garantie d'Etat est presque intégrée: avec la proposition de faire une loi sur le Public Liquidity Backstop, le mécanisme utilisé pour soutenir Credit Suisse, les banques payeront une forme de prime. Comme une assurance en échange d'une promesse de sauvetage.

Problème immuable, les banques et les régulateurs ne veulent pas la même chose. «Si vous dites à quelqu'un qu'il faut pouvoir le rendre mortel, il y a peu de chances qu'il soit enthousiaste, compare Cédric Tille. C'est la même chose avec les banques dont on veut pouvoir organiser la liquidation. On pourrait délimiter et séparer clairement les activités commerciales en Suisse, qui doivent perdurer, d'autres activités comme la gestion de fortune internationale. Mais UBS n'accepterait jamais de gâter de cœur, car elle veut garder ce pouvoir de négociation.»

Un peu plus d'une dizaine d'années après la publication de son livre qui raconte la fin de Lehman Brothers*, Vicky Ward revenait sur les changements dans le secteur. «La culture bancaire est intéressante dans le sens où elle récompense ses jeunes relativement tôt et recrache les gens vers la fin de la cinquantaine, ou dans la soixantaine, à moins qu'ils aient grimpé très haut dans la hiérarchie. Ces gens prennent leur retraite tôt et la banque d'investissement est une profession de jeunes hommes», décrivait-elle dans un podcast spécialisé, *Business Movers*, qui a consacré une longue série à la banque défunte. Conséquence, «ces institutions sont remplies de personnes qui ne se souviennent pas de 2008 et qui sont donc enclines à prendre trop de risques.» Un retour aux années 2008, avant un nouveau cataclysme financier? Elle ne le dit pas. Cela concerne ceux qui s'étaient éloignés de ces pratiques et avaient révisé leur modèle d'affaires ou leur gestion des risques. Credit Suisse n'en faisait de toute façon pas partie. ■

* Ward Vicky, «The Devil's Casino. Friendship, Betrayal, and the High-Stakes Games Played Inside Lehman Brothers», mars 2010, Wiley.

La BCE porte son taux à un plus haut historique

POLITIQUE MONÉTAIRE L'inflation, dont elle a révisé les prévisions à la hausse, reste trop élevée selon la Banque centrale européenne

Prise à une «solide majorité». Voilà comment Christine Lagarde a qualifié hier la décision de la Banque centrale européenne (BCE), qu'elle préside, de relever ses taux directeurs de 25 points de base. La réunion était d'autant plus attendue que régnait un trouble sur la décision à venir: montera, montera pas les taux?... alors que l'inflation commence à refluer et que la croissance montre toujours plus de signes d'essoufflement. Trouble alimenté par sa présidente mais aussi par d'autres membres du conseil des gouverneurs, clairement pas tous alignés sur la direction à prendre.

C'est encore une fois la lutte contre le renchérissement, encore à 5,3% en août dans la zone euro, en rythme annuel, qui a dicté le choix. «L'inflation continue de ralentir mais devrait toujours rester trop forte pendant une trop longue période», a d'emblée souligné la BCE dans son communiqué publié jeudi en début d'après-midi. A 4%, le taux de dépôt, qui fait référence, est ainsi à son plus haut historique.

L'institution a également révisé ses prévisions d'inflation en hausse pour 2023 et 2024 (5,6% et 3,2%) en raison de l'évolution plus élevée des prix de l'énergie, et en baisse pour 2025 (2,1%). «Les tensions sous-jacentes sur les prix restent fortes, même si la plupart des indicateurs ont commencé à se modérer», relève encore la BCE. Cette dernière a également modifié ses perspectives de croissance. Du fait de la politique monétaire plus restrictive, elle devrait être plus faible que prévu: 0,7% en 2023, 1% en 2024 et 1,5% en 2025.

Un dernier coup de frein?

Par son communiqué, on peut également comprendre que la BCE prévoit de maintenir les taux à ce niveau élevé. «Les futures décisions du Conseil des gouverneurs feront en sorte que les taux d'intérêt directeurs de la BCE soient fixés à des niveaux suffisamment restrictifs, aussi longtemps que nécessaire», précise la Banque centrale. «On ne peut pas dire que nous sommes au pic des taux d'intérêt», a ajouté Christine Lagarde, lors de la conférence de presse. La présidente de l'institution a souligné que cette évolution dépendrait des données à disposition.

Même si la BCE se laisse la possibilité de relever encore les taux, «après ce dernier coup de frein, nous sommes de plus en plus confiants que le travail de la BCE est terminé», assure Samy Chaar, chef économiste de Lombard Odier. Avant de poursuivre: «Il ne faut pas exagérer l'importance de cette hausse: que la BCE s'arrête à 3,75% ou 4% importe peu. D'un point de vue tactique, c'était maintenant ou jamais. Au vu des signes abondants que la transmission de la politique monétaire fonctionne – l'inflation et la croissance ralentissent –, les arguments pour un autre tour de vis vont certainement faiblir au cours des prochains mois.» ■ M. F.

MAIS ENCORE

Des fonds russes toujours transférés en Suisse

Des riches Russes ont pu continuer à transférer de l'argent en Suisse bien après l'invasion de l'Ukraine en utilisant un second passeport européen, selon une enquête du groupe de presse Tamedia publiée hier. Les journalistes ont analysé, en collaboration avec un consortium de médias, des données d'un gestionnaire de fortune zurichois. Elles avaient atterri temporairement sur le darknet après une attaque au rançongiciel. (AFP)